

s'écouler. Cela impliquerait la dépense dans le pays de millions de dollars. Je m'étonne qu'un conservateur, un partisan de la Politique nationale, s'élève contre cette proposition; je m'étonne qu'il se trouve un Canadien ayant assez peu de foi en son pays pour déclarer qu'il est impossible de construire des vaisseaux au Canada. Supposé même qu'il doive en coûter un quart de plus pour construire des vaisseaux dans le pays, l'argent, après tout, y sera dépensé, et les avantages découlant de cette dépense excéderont de beaucoup ceux qui peuvent résulter d'une dépense faite en dehors. Des membres de la droite ont dit que l'établissement d'une marine canadienne faisait présager la séparation. Mais, il n'y a pas encore si longtemps que le présent premier ministre, les principaux organes du parti conservateur et les représentants du sentiment tory dans tout le pays se déclaraient en faveur de la chose, et ils ne disaient pas alors qu'elle faisait présager la séparation. Dès que le peuple de ce pays a droit de gérer ses propres affaires intérieures, il ne saurait y avoir de séparation. Tant qu'il aura ce droit, il sera fidèle à la mère patrie et il lui sera dévoué. Nul parti au Canada ne demandera la séparation. Inutile d'en parler tant que vous n'aurez pas fait naître du mécontentement. Je puis vous citer Winston Churchill et plusieurs autres hommes d'Etat anglais pour vous faire voir que cette prétention d'associer l'idée d'une marine canadienne à celle d'une politique séparatiste est digne du plus profond mépris, et qu'elle est une insulte gratuite au peuple du Canada. C'est mettre en doute la loyauté des Canadiens et il est à peu près temps de mettre un terme à cette sorte de manœuvres. Comme l'a fait observer l'honorable député de Bonaventure, lorsque le gouvernement responsable a été discuté dans le pays, les conservateurs de ce temps-là prétendaient eux aussi, comme le prétendent aujourd'hui ceux qui leur ont succédé, qu'il était déloyal de vouloir pour le Canada un gouvernement responsable.

Le croirait-on? Voici ce qu'écrivait lord Stanley, alors secrétaire d'état aux colonies dans le gouvernement conservateur en Grande-Bretagne, je cite:

Placez le gouverneur du Canada dans une dépendance absolue à l'égard de ses ministres, et bientôt le Canada deviendrait une colonie indépendante et républicaine. Il était incompatible avec la forme du gouvernement monarchique d'attribuer au Gouverneur général une responsabilité nominale, tout en le dépouillant de tout pouvoir et de toute autorité, de le réduire à ce degré de puissance attribuée au souverain de ce pays; c'était absolument incompatible avec la dépendance coloniale et c'était oublier la distinction qui doit subsister entre un pays indépendant et un pays soumis à la domination de la mère patrie.

C'est ainsi que les tories d'Angleterre envisageaient l'agitation créée par les libéraux du Canada pour la responsabilité ministérielle. Aux yeux de ces tories, la responsabilité ministérielle était incompatible avec les institutions monarchiques.

Qu'a prouvé la suite? Au lieu de cet état de mécontentement, au lieu de l'agitation qui régnait dans les esprits à cette époque, alors que les tories jetèrent des pierres au gouverneur général à Montréal et incendièrent les édifices du Parlement le peuple aujourd'hui vit heureux, paisible et content. Voilà pour la politique séparatiste. De tous les arguments, c'est bien le plus absurde qu'on puisse concevoir. Dans quel but veut-on donner ces trente-cinq millions? D'aveu général, il n'existe pas de crise grave.

Il y a la possibilité de guerre, il est vrai. Les Etats-Unis sont en danger de guerre; la Chine, le Japon le sont également; ce danger menace toutes les nations. Mais pour l'Angleterre il n'y a pas aujourd'hui plus de danger de guerre qu'il y a vingt-cinq ans; et n'est-elle pas en mesure de faire face à la situation aussi facilement aujourd'hui qu'autrefois? C'est ce que les hommes d'Etat anglais démontrent d'une façon indiscutable. Le 30 janvier, M. Winston Churchill, portant la parole à un banquet à Dundee où l'on avait proposé la santé de la marine, disait:

Cet après-midi, vous avez bu à la santé de la marine. La marine est puissante et il faut qu'elle le soit à l'époque où nous vivons. Quand il me sera donné de porter la parole devant la Chambre des communes, en mars prochain, sur le budget naval pour l'exercice, je serai en mesure de prouver que non seulement la marine est forte, mais qu'elle se fait de plus en plus forte, en réalité et d'une façon relative, et qu'aucun danger ne menace la puissante position que nous avons acquise et que nous sommes bien décidés à ne pas laisser affaiblir ou détruire par le progrès des temps ou par les changements apportés à la science navale.

Les ministériels prétendent qu'il faut prêter notre concours financier à la Grande-Bretagne afin d'alléger le fardeau des taxes qui écrasent le pauvre contribuable britannique. Le "Star" de Montréal a publié nombre d'articles larmoyants en ce sens.

Ces millions allégeront-ils dans la moindre mesure le fardeau du contribuable britannique? Nullement, parce que cette proposition se résume à dire que ce pays-ci qui est le plus fortement grevé d'impôts qui existe, versera trente-cinq millions puisés dans la caisse publique pour ajouter de nouveaux bâtiments de guerre à la flotte de l'Angleterre qui devra les équiper et les entretenir aux frais du contribuable anglais. J'allais citer la réponse de M. Churchill à lord Beresford, mais voici ce que le premier